

AVANT-PROPOS
(à l'édition 2014)

*La fracture générationnelle comme fait social
et comme représentation*

En travaillant à ce livre, j'écrivais la sociologie de la fracture générationnelle. En le lisant aujourd'hui, vous pouvez en faire l'histoire. Les blessures d'alors sont maintenant des cicatrices bien visibles et le traumatisme a laissé son empreinte jusqu'à l'os, pour toujours. Dans les années 1990, ces questions étaient fraîches, susceptibles de renouveler notre approche de la solidarité, de l'État-providence, des transmissions aux générations futures de notre modèle social ; le diagnostic premier de la fracture générationnelle exigeait alors un traitement d'urgence, mais c'est maintenant trop tard. Les cicatrices douloureuses sont aujourd'hui intraitables. Rien n'a été fait hors du travail du déni. L'effet de scarification (*scarring effect*, effet de cicatrice) est entier. Il n'est pas propre à la France mais ce pays donne au reste du monde l'exemple d'une radicalité dans l'expression morphologique, dans le déni des évidences, et dans l'incapacité à aborder la question.

En héritier d'une tradition durkheimienne, je travaille sur des « faits sociaux » : « des manières d'agir, de penser et de sentir qui présentent cette remarquable propriété qu'elles existent en dehors des consciences individuelles. Non seulement ces types de conduite ou de pensée sont extérieurs à l'individu, mais ils sont doués d'une puissance impérative ou coercitive en vertu de laquelle ils s'imposent à lui, qu'il le veuille ou non » (Durkheim, 1894, *Les Règles*

de la méthode sociologique). Ces faits ont fait l'objet, en France, d'un profond déni (voir la préface à l'édition 2010), mais les faits sociaux témoignent encore de la violence du traumatisme social que je mets ainsi en évidence. Quels sont ces faits sociaux de la fracture générationnelle multiple ? Je retrace ici les apports de ce livre, maintes fois confirmés (Chauvel, 2013a).

Sept fractures générationnelles

Le ralentissement économique et le chômage de masse installés en France depuis la fin des années 1970 a lourdement pesé sur le destin économique de ceux qui, trop jeunes pour être statutairement protégés en 1980, en ont subi toutes les conséquences. C'est là un phénomène systémique, «holiste», auraient dit les néo-durkheimiens : la fracture générationnelle est plus que la somme des soucis de chaque chômeur. Votre revenu ne dépend pas de votre seule capacité personnelle à éviter le chômage, mais aussi de la possibilité ouverte à vos cogénérationnaires de faire valoir leurs ressources. Ceux nés à la fin des années 1950 ont été les premiers à subir le contexte de la crise à l'entrée dans la vie adulte et le traumatisme collectif qui en résulte ; les générations suivantes ont vécu l'intensification de problèmes précoces qui ont généralement épargné les aînés déjà stabilisés par leurs droits sociaux acquis dans la phase précédente de plein emploi. Ce contexte a laissé des séquelles bien repérables.

La première fracture confirmée concerne la répartition du pouvoir d'achat : faire partie des premiers nés du baby-boom (ceux nés autour des années 1948) est associé, toutes choses égales, à un niveau de vie relatif au même âge supérieur de près de 20 % à celui des générations nées dans les années 1930 ou après 1970. Cet écart est durable et ne diminue pas avec le vieillissement. La lecture générationnelle permet de comprendre que les jeunes valorisés d'hier sont devenus les seniors favorisés d'aujourd'hui. Les

grands vainqueurs, silencieux, de la crise de 2008 sont les jeunes retraités de 2010.

La deuxième fracture affecte le progrès des qualifications et des positions sociales qui en résultent : l'adéquation du diplôme et des professions. Chaque nouvelle cohorte d'entrants dans le monde du travail est mieux diplômée que la précédente. Il aurait dû en résulter une ascension de long terme de la structure sociale. La véritable dynamique générationnelle montre l'inverse : le baccalauréat, par exemple, qui était naguère un ticket d'entrée dans les classes moyennes salariées, représente aujourd'hui la perspective de s'installer pour toujours dans les classes populaires (employés et ouvriers). L'inflation des diplômes qui en est l'expression s'étend maintenant jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur long, naguère épargné.

Le troisième élément relève d'un effet d'*hysteresis* : la situation à l'âge de trente ans conditionne les perspectives ultérieures d'une génération. Pour ceux qui n'ont pas fait leur place, les conditions tendent à se figer ensuite. Les premières victimes du ralentissement de 1975, les générations nées à partir de 1955 et qui ont eu vingt ans quand le chômage de masse s'étendait sur ceux qui n'étaient pas à l'abri, conservent aujourd'hui les séquelles de leur jeunesse difficile. Il est préférable d'avoir vingt ans en 1968, lorsque le taux de chômage dans les deux ans de la sortie des études est de 4 %, qu'en 1984, 1994 ou 2009, où ce taux culmine à 33 %. Le plein emploi à l'entrée dans la vie adulte est une ressource collective inestimable qui n'a pas été transmise.

La quatrième fracture relève du revirement des chances d'ascension sociale : les parents des soixante-huitards, parce qu'ils sont nés en moyenne autour de 1910-1915, ont connu un sort collectif difficile. Pour les générations nées vers 1945, l'ascenseur social ascendant a fonctionné ainsi à plein régime. Leurs propres enfants, nés vers 1975, font l'expérience d'un contexte nettement moins propice à l'ascension sociale, ces « jeunes » quadragénaires d'aujourd'hui étant les enfants non plus d'une génération sacrifiée mais d'une génération dorée. Pour la première fois en période de

paix, la situation de la génération d'actifs est plus difficile que celle de leurs parents au même âge.

La cinquième fêlure relève de la dyssocialisation, définie comme socialisation défailante et inadaptée : le fait d'être éduqué pour l'abondance et de subir la stagnation. L'écart croissant des aspirations et des possibilités sociales de leur réalisation est porteur de frustrations typiques de l'anomie mertonienne et la déstabilisation qui en résulte peut se lire par exemple à l'intensité des suicides dans chaque génération. Ce processus en apparence inscrit dans la psychologie individuelle signifie bien plus que l'intériorisation d'un échec personnel, il constitue le révélateur d'une débâcle collective. Ce que l'on repère bien pour les générations nées dans les années 1960.

La sixième rupture relève de la transmission impossible de notre modèle social aux générations futures. En apparence, l'État-providence se transforme avec le temps du calendrier, mais il dissimule une dynamique générationnelle complexe. Les jeunes retraités d'aujourd'hui sont entrés dans le monde du travail autour de 1970, à un âge moyen de 17 ans : travailler tôt n'est pas forcément une déveine, puisque quarante années de cotisations étaient alors accessibles à l'horizon d'une vie de travail. Aujourd'hui, les nouveaux jeunes ne commencent à cotiser véritablement qu'autour de 23 ans, et devront cotiser 43 ans, en attendant d'autres réformes prochaines. Entre ces deux générations, l'incertitude s'accroît, qui prend la forme d'une bombe à retardement démographique devant exploser autour de 2020, avec la multiplication de retraités de fait sans droit à la retraite. Pour les nouvelles générations, le projet social né de l'après-guerre et qui a culminé en 1970 se délite peu à peu : sur le radeau à la dérive, le plus jeune matelot est le premier dévoré.

Le septième sceau est celui de la transmission politique entre les générations. L'absence organisée de prise de conscience de l'avenir des nouvelles générations est une fois encore confirmée par les élections législatives de 2012, où le renouvellement s'est opéré a minima : les « quadras »

des années 1980 sont devenus les jeunes septuagénaires des années 2010. Cette dynamique se voit partout, parmi les élus, dans les pratiques et l'expression politique, la lecture quotidienne de la presse ou la participation aux débats, autant d'indicateurs qui vont dans le même sens. La génération entrée en politique à la fin des années 1960, dans un contexte favorable de socialisation, s'est installée peu à peu pour s'incruster durablement. L'impréparation de l'inévitable transmission du système sociopolitique français laisse présager qu'elle se fera avec force d'ici à 2017, tout ayant été mis en œuvre pour retenir le plus longtemps possible le mouvement irrésistible du temps.

Ces faits ont été établis depuis longtemps, et ce n'est pas moi qui me répète ici, mais bien la régularité des faits sociaux qui se prolongera jusqu'à la prochaine grande transformation.

Réponses au déni

Ce travail sur les « générations sacrifiées » a fait l'objet de critiques infondées et de dénis variés. Un ensemble d'arguments a été fréquemment exprimé : les jeunes ne vont pas si mal ; leurs parents les aident ; ils rattraperont plus tard ; avec la croissance de très longue période, le sort des seniors s'est toujours amélioré, et donc le tour des jeunes viendra aussi ; le souci est avant tout celui des moins diplômés, alors que les autres s'en tirent parfaitement bien. Tels sont les propos souvent entendus mais rarement confrontés aux faits empiriques. Trois champs argumentaires peuvent donc se distinguer parmi les critiques de l'analyse générationnelle :

1) l'argument de l'impermanence : l'effet de cicatrice serait en réalité transitoire et non pas durable dans la vie de la cohorte ;

2) l'argument du progrès absolu au long terme : avec l'enrichissement séculaire, les jeunes générations progresseraient de toutes les façons, au moins en termes absolus.

Le problème serait relatif en comparaison de l'amélioration encore plus considérable dont bénéficient les seniors ;

3) l'argument de l'hétérogénéité intra-cohorte : l'effet générationnel ne serait pas propre à la cohorte en général, mais aux seules strates les plus fragiles (personnes victimes d'exclusion, d'origines sociales défavorisées, peu diplômées, etc.) au sein de la cohorte.

Pour y répondre, il m'a fallu quitter la France, peut-être pour longtemps, pour trouver les moyens de poursuivre mes recherches. Ce n'est pas tant l'atmosphère très particulière qui règne dans l'Université que le manque de ressources, de possibilités de constituer une équipe nécessaire au développement d'un travail scientifique, de modèles, de données harmonisées. J'ai trouvé au Luxembourg un pays plus ouvert aux diversités culturelles et à l'avenir, plus à même d'accueillir la nouveauté, le savoir et la jeunesse, que ne l'est Paris. Ce nouveau pays m'a permis, avec le soutien du Fonds National de la Recherche (FNR) luxembourgeois, de me consacrer à la comparaison internationale et de répondre plus scientifiquement et sereinement aux critiques explicitées ci-dessus.

Je démontre en particulier (Chauvel, 2013a) qu'en France, les inégalités de génération ne se contentent pas d'être substantielles et, par comparaison avec d'autres pays, exceptionnellement marquées. Elles sont aussi durables, correspondent à un problème plus que relatif, et touchent la majorité des nouvelles cohortes et non des minorités fragilisées et marginales. Il n'est plus possible de dire que les inégalités de génération sont résiduelles (elles ne le sont pas plus que les inégalités de genre ou celles entre immigrés et autochtones), ni qu'avec le temps elles s'amélioreront spontanément par rattrapage, ni que la croissance générale apportera une solution, ni non plus qu'elles ne concernent que les plus modestes. Le développement de modèles statistiques nouveaux, issus de la recherche épidémiologique et démographique internationale, permet de prouver l'effet d'*hysteresis* du phénomène générationnel et de démontrer

l'exceptionnalisme français en matière d'intensité des fractures.

La comparaison internationale à 17 pays (Chauvel et Schröder, 2014) met en évidence que le cas français se rapproche de celui des pays européens du Sud et méditerranéens où la crise économique, plutôt que de donner lieu à un compromis social intergénérationnel, a été léguée pour l'essentiel aux nouveaux entrants qui, surdiplômés mais rejetés du monde du travail à statut, chômeurs, stagiaires et vacataires, subissent autour de l'âge de 25 ans un déclassement qui relève plus de la réalité que de la peur. De cette première glissade s'ensuit une chute sociale permanente.

Ces travaux confirment aussi l'intensité de la tendance au suicide des générations nées autour de 1960, socialisées dans l'opulence et confrontées au marasme (Chauvel, 2013b). D'autres pays l'ont subie, mais les effets en France de cette dyssocialisation se lisent dans la transformation profonde du profil des taux de suicide par classe d'âge où les jeunes quinquagénaires sont aujourd'hui en pointe, très au-dessus des sexagénaires d'aujourd'hui, dont la retraite est bien le contraire d'un stress social. Avec le remplacement générationnel, Cassandre prédit sans risque d'erreur qu'en 2020, les jeunes sexagénaires seront la véritable population à risque. On note en revanche, en France, un déclin relatif du taux de suicide des nouveaux jeunes de 20 ans, qui ont peut-être renoncé aux ambitions et illusions de leurs aînés.

De la même façon, le déclin de la participation politique des nouvelles générations, relativement à leurs aînés, est évidente lorsque l'on contrôle par le diplôme obtenu : le fort niveau scolaire des nouvelles générations, celles nées dans les années 1970 ou après, aurait laissé espérer une forte mobilisation politique, mais on observe le contraire, en particulier en France où les premiers nés du baby-boom restent mobilisés et leurs enfants plus diplômés sont en retrait, durablement (Chauvel et Smits, revise and resubmit 2014).

Dans les pays où ces difficultés sont observées, en premier lieu dans l'Europe du Sud et méditerranéenne, en particulier en France, ces problèmes ne sont pas éprouvés

par les seules populations moins diplômées ou plus en difficulté. Si ces dernières font face à un chômage renforcé, les mieux diplômés sont frappés par le sous-emploi, la non-reconnaissance des qualifications à leur valeur ancienne, au déclin des niveaux de salaire, à la nécessité de réduire leurs ambitions. Pour les politiques sociales institutionnalisées, ces diplômés ne sont pas vus comme un problème social : ce sont des privilégiés, relativement, qui peuvent recourir à l'émigration pour trouver leur place ailleurs.

La sociologie problème et le complexe de Kronos

C'est ici un aspect central de la « sociologie problème » que de devoir se saisir, malgré leur complexité, d'objets sociaux à fort enjeu, notamment politique, pour tenter d'en débrouiller les difficultés. La démonstration scientifique de ces phénomènes rend le débat ardu, voire impossible : sans développement de nouveaux modèles statistiques complexes, la démonstration sera réputée insuffisante. Une fois les faits établis dans les règles de l'art, les mêmes clameront que c'est là un fatras mathématique vide de sens. Au bout de cette étape, tout est déjà trop tard puisque les politiques sociales nécessaires et urgentes n'ont pu émerger à temps dans le contexte d'un débat interdit. C'est ici que la sociologie partage la malédiction de l'histoire : si nous savons aujourd'hui l'enchaînement de causes qui a précipité la Première Guerre mondiale et le sacrifice de générations entières, ce savoir ne peut servir à déjouer à temps les mécanismes.

D'une façon moins pessimiste, ce livre peut servir aussi à comprendre nos blocages fondamentaux. En effet, il ne s'agit pas simplement d'« écarts cohortaux » mais de véritables inégalités entre générations sociales distinctes, porteuses de contextes générationnels contrastés, d'identités, sinon d'intérêts opposés, de mobilisations, voire de dominations générationnelles. Cette analyse des inégalités générationnelles est dérangeante pour une lecture simple

des inégalités verticales de classes, car elle révèle aussi des inégalités plus obliques, où le temps des générations est un facteur essentiel dans la dynamique de classes sociales. Cette complexification dérange, tout comme la notion périlleuse d'« injustice entre générations », sinon d'« exploitation générationnelle » qui serait le fait de bénéficiaires systématiques de la dissymétrie générationnelle, capables de renforcer à leur avantage les positions acquises par une assise économique et politique renforcée, et par l'organisation du déni de cette réalité. Passer ainsi du fait social de fracture générationnelle à une interprétation en termes d'intentionnalité est dangereux, mais les faits sociaux établis montrent l'urgence d'en débattre et d'agir. La voie première est donc celle de l'action politique. J'espère avoir d'autres occasions de développer ces pistes.

La seconde voie est celle de la pensée sociale. Pour ma part, j'ai plus gagné à lire Schorske (*Vienne fin de siècle*), Klibansky, Saxl et Panofsky (*Saturne et la mélancolie*), sinon Rank (*Le Mythe de la naissance du héros*) qu'à participer à des dizaines de débats politiques. Ces auteurs permettent de comprendre plus fondamentalement le rôle des représentations civilisationnelles de la fracture générationnelle au travers du mythe de Saturne dans la culture européenne et du complexe de Kronos. Ce mythe présente des capacités étonnantes de structuration dans l'histoire de l'idéologie occidentale. La fracture générationnelle est donc un problème bien plus profond que l'accumulation de déséquilibres qui minent les fondations mêmes de notre État-providence ; elle signifie bien plus qu'un problème de soutenabilité de notre système social, ou de justice sociale entre les générations. Il s'agit avant tout de notre avenir collectif, que nous avons dévoré.

L. Ch.
(2014)

- Louis Chauvel, 2013a, « Spécificité et permanence des effets de cohorte : le modèle APC-D appliqué aux inégalités de génération France – États-Unis, 1985-2010 », *Revue française de sociologie*, 54(4), p. 665-707.
- Louis Chauvel, 2013b, « Comparative APC Models of Middle-Aged Suicide Rates: Testing Cohort Effect Hysteresis », *Working paper for the Population of America 2013 annual meeting*, <http://paa2013.princeton.edu/papers/130719>.
- Louis Chauvel and Martin Schröder, 2014, « Generational inequalities and welfare regimes », *Social Forces*, 92(4), pp. 1259-1283.
- Louis Chauvel and Fransje Smits, revise and resubmit 2014, « The endless baby-boomer generation: Cohort differences in participation in political discussions in nine European countries in the period 1976-2008 », *European Societies*.